

Le président iranien appelle au respect des droits des nations



Nations Unies, 21 septembre (RHC) Le président iranien, Ebrahim Raisi, a appelé au respect des droits des nations pour la justice et la liberté dans son discours à la 76ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

"En fait, toute violation des droits des nations, plus que toute autre, mettra en danger la paix et la sécurité mondiales", a déclaré le Président.

Raisi a mentionné deux faits historiques de cette année 2021 d'une grande importance pour le monde : le premier a été l'assaut du Congrès américain le 6 janvier dernier et le second a été le départ des troupes américaines d'Afghanistan et le retour correspondant des talibans.

"Du Capitole à Kaboul, un message clair a été envoyé au monde : le système hégémonique des États-Unis n'a aucune crédibilité, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays", a-t-il souligné.

De l'avis du dirigeant iranien, l'usurpation de l'identité occidentalisée a échoué de manière spectaculaire, dans la mesure où elle n'a abouti qu'à des effusions de sang et à l'instabilité, et ce sont les peuples opprimés et les contribuables des États-Unis qui paient pour ce manque de rationalité.

"Si la rationalité prévaut dans l'esprit des décideurs, ils doivent se rendre compte que la persévérance des nations est plus forte que la puissance des superpuissances", a-t-il souligné.

À son tour, il a affirmé que les États-Unis avaient tort de modifier leur mode de guerre au lieu de changer leur mode de vie. Il a dit que les États-Unis avaient tort.

"Les sanctions sont la nouvelle forme de guerre des États-Unis contre les nations du monde", a critiqué Raisi. En outre, il a fait valoir que ces sanctions sont même antérieures à la révolution islamique, "ils remontent à 1951 lorsque la nationalisation du pétrole en Iran a commencé".

À cet égard, il a dénoncé les sanctions, en particulier dans le domaine médical, dans le contexte de la pandémie de Covid-19, comme un crime contre l'humanité.

"La République islamique d'Iran propose que toute forme de restriction ou d'interruption induite par des sanctions dans la fourniture d'une bonne santé et de l'environnement soit déclarée interdite en tant que question humanitaire", a-t-elle annoncé.

En outre, il a condamné les sanctions américaines, en particulier celles qui concernent les articles humanitaires, et a exigé que ce crime organisé soit enregistré comme un symbole des droits de l'homme américains.

Le président iranien a rejeté l'extrémisme religieux qui est à la base de l'islam et a défendu les alliances de sécurité collective promues par son pays au Moyen-Orient.

En ce qui concerne l'accord nucléaire, il a indiqué que la politique de pression maximale appliquée par les États-Unis a échoué. "Nous exigeons l'application de règles internationales. Toutes les parties doivent rester fidèles à l'accord nucléaire et à la résolution de l'ONU dans la pratique".

Il a également souligné que l'emploi d'armes atomiques pour sa doctrine de défense et sa politique de dissuasion est écarté. "La République islamique d'Iran juge utiles les pourparlers dont le résultat final est la levée de toutes les sanctions oppressives".

À son tour, il a exalté la résistance intelligente et dynamique de l'Iran face aux politiques américaines, s'est inquiété de la situation au Yémen et a attiré l'attention d'Israël sur les crimes commis à Gaza et en Cisjordanie.

"L'accord dit "du siècle" a échoué comme tout autre accord imposé aux Palestiniens. Il n'y a qu'une solution : organiser un référendum avec la participation de tous les Palestiniens de toutes les religions et ethnies, y compris les musulmans, les chrétiens et les juifs", a-t-il ajouté.

Source Telesur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/271091-le-president-iranien-appelle-au-respect-des-droits-des-nations>



Radio Habana Cuba